

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 17 avril 2025

Nos réf. : SHM/FDLH/MT n° 25-113

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

publié sur  **RISQUES**

SAVIPLAST 52

Zone industrielle Les Moulières
52600 CHALINDREY

Code AIOT : 0005701300

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 mars 2025 dans l'établissement SAVIPLAST 52 implanté Zone industrielle « Les Moulières » - 52600 CHALINDREY.

Le jour de la visite d'inspection, les délais accordés à l'exploitant suite à l'arrêté de mise en demeure n° 52-2024-10-00179 du 23 octobre 2024 ne sont pas échus. Néanmoins, l'exploitant a formulé une demande officielle au près de la préfecture de la Haute-Marne (courrier avec AR du 18 mars 2025) afin qu'un délai supplémentaire lui soit accordé. L'inspection des installations classées propose de reprendre contact avec lui au mois de septembre 2025 afin de juger du respect de cet arrêté de mise en demeure.

Suite à cette visite et compte tenu du contexte, aucune suite administre n'est proposée. Il pourra être fait usage du L.171-8 du code de l'environnement, si les éléments transmis pendant les prochains mois ne permettent pas de confirmer que les effets sur l'environnement et les tiers restent acceptable.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVIPLAST 52
- Zone industrielle « Les Moulières » - 52600 CHALINDREY
- Code AIOT : 0005701300 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le site SAVIPLAST 52 (ex DECOMEP) de CHALINDREY assure l'application de peinture sur des accessoires de construction automobile (coques de rétroviseurs, barres de toits, éléments de taille réduite...). Cette activité se répartit sur une chaîne d'application principale (L1) et, en moindre mesure, sur une chaîne d'appoint (L2). Les produits appliqués sont imposés par les clients de l'entreprise et sont principalement constitués de peintures solvantées. Le site n'applique pas de peinture à base aqueuse. L'une des complexités de ce type d'activité est que cette société travaillant comme équipementier de constructeur automobile, elle ne maîtrise donc pas le cahier des charges des produits qu'elle doit utiliser pour son ou ses client(s).

Après une phase de difficultés financières de la société DECOMEP l'ayant placée en redressement judiciaire en 2013-2014, la société a été reprise par la société SAVIPLAST.

La dernière visite d'inspection en date du 17 juin 2024 a mis en évidence plusieurs non-conformités notamment sur l'utilisation de produit type CMR (Cancérogènes, Mutagènes et Reprotoxiques), le non respect des valeurs limites d'émission (VLE) et sur la fraction de diffus déterminé par le PGS (Plan de Gestion des Solvants), ce qui avait conduit l'inspection à proposer à Madame la Préfète de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°52-2024-10-00179 a été pris le 23 octobre 2024 accordant :

- un délai de 5 mois afin :
 - de respecter un flux annuel d'émissions diffuses de COV de 20 % de la quantité de solvants utilisée (article 2.2.5 de l'arrêté préfectoral n° 2082 du 11 septembre 2017,
 - de respecter l'interdiction d'usage de COV spécifiques (article 2.2.8 de l'arrêté préfectoral n° 2082 du 11 septembre 2017).
- un délai de 9 mois afin :
 - de déposer en Préfecture un rapport à porter à connaissance sur les modifications apportées aux raccordements des conduits et sur l'utilisation de nouvelles peintures en vue de respecter les dispositions de l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2082 du 11 septembre 2017

Le délai accordé à la mise en demeure n'est pas échu. L'exploitant a toutefois d'ores et déjà communiqué à la préfecture ses difficultés financières ; une visite d'inspection a donc été provoquée le 18 mars à la demande de la préfecture afin de trouver une solution technique et/ou temporaire et de proposer le cas échéant des mesures d'accompagnement.

Thèmes de l'inspection : AN25 Combustion

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Suite à cette visite et compte tenu du contexte, aucune suite administrative n'est proposée. Il pourra être fait usage du L.171-8 du code de l'environnement, si les éléments transmis pendant les prochains mois ne permettent pas de confirmer que les effets sur l'environnement et les tiers restent acceptable.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Porter à connaissance	AP de Mise en Demeure du 23/10/2024, article 1	
2	Rejets diffus	AP de Mise en Demeure du 23/10/2024, article 1	
3	COV Spécifiques	AP de Mise en Demeure du 23/10/2024, article 1	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Le jour de la visite d'inspection, les délais accordés à l'exploitant suite à l'arrêté de mise en demeure n° 52-2024-10-00179 du 23 octobre 2024 ne sont pas échus. Néanmoins, l'exploitant a formulé une demande officielle au près de la préfecture de la Haute-Marne (courrier avec AR du 18 mars 2025) afin qu'un délai supplémentaire lui soit accordé.


Au delà des explications techniques et réglementaires apportées lors de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées reprendra contact avec l'exploitant au mois de septembre 2025 afin de juger du respect de cet arrêté de mise en demeure. Il a néanmoins été constaté que l'exploitant avait engagé des travaux qui sont de nature à répondre à l'arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/10/2024, article 1	
Thème(s) : Risques chroniques respect de prescription	
Prescription contrôlée : « dans un délai de neuf mois à compter de la date de notification du présent arrêté - de déposer en Préfecture un porter à connaissance sur les modifications apportées aux raccordements des conduits et sur l'utilisation de nouvelles peintures en vue de respecter les dispositions de l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2082 du 11 septembre 2017 susvisé, »	
Constats : <p>Rappel : Ayant pu observer un dépassement des valeurs limites de rejets de COV suite à un contrôle inopiné, la visite d'inspection du 17 juin 2024 avait permis de constater que l'exploitant prévoyait des travaux de raccordement de l'ensemble des conduits aux filtres à charbon. En application de l'article R.181-46 II du Code de l'environnement, la préfète de la Haute-Marne avait demandé, au travers de l'arrêté de mise en demeure précité, qu'un dossier de porter à connaissance soit transmis sous 9 mois.</p> <p>A ce jour, l'exploitant n'a pas encore répondu à cette demande (délai non échu), toutefois, il a confirmé que des modifications de raccordement ont été effectuées par une société prestataire au mois d'octobre dernier qui ont concerné les raccordements de la cabine sèche, de la zone préparation peinture et de l'étuve de cuisson. Cette même société est actuellement en train de procéder à des essais afin de finaliser l'optimisation de celle-ci.</p> <p>Toujours dans l'objectif de réduire la concentration en COV permettant un retour à la conformité, l'exploitant a confirmé qu'il s'oriente vers l'utilisation de peinture à haut extrait-sec (-30% de solvant). Il précise : « <i>elles sont en applications depuis mai 2024 et les nouveaux essais pour les peintures mono couche sont en cours de développement avec la société (xxxx) avec un horizon 2026 car nous devons obtenir l'accord des constructeurs (automobile) pour son application en série. En parallèle nous regardons également pour une modification de l'apprêt pour un passage en hydro en lieu et place d'un apprêt solvanté. Une étude de l'installation est en cours car cela nécessite des modifiassions de la ligne de peinture (visibilité fin juin).</i> »</p>	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au vu de ses informations qui sont de nature à conduire à un retour à la conformité, l'inspection des installations classées propose que l'exploitant formalise vers la préfecture ses modifications et les nouveaux résultats visant les rejets atmosphériques dans un porter à connaissance qui sera attendu au cours du mois de septembre 2025.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 2 : Rejets diffus

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/10/2024, article 1	
Thème(s) : Risques chroniques respect de prescription	
Prescription contrôlée : dans un délai de cinq mois à compter de la date de notification du présent arrêté - de respecter l'interdiction d'usage de COV spécifiques (article 2.2.8 de l'arrêté préfectoral n° 2082 du 11 septembre 2017 susvisé).	
Constats : Les plans de gestion des solvants couvrant les années 2022 et 2023 ont montré que la part du diffus dépassait les 20 %. Ce constat avait conduit la Préfète de la Haute-Marne à prendre l'arrêté de mise en demeure précité. Par son mél du 3 avril 2024, l'exploitant a transmis le nouveau plan de gestion pour l'année 2024. La part du diffus y reste importante : 35 %	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées s'étonne des résultats obtenues lors des 3 dernières années puisque les PGS des années antérieures sur la part diffus était conforme : 3,4 % en 2018, 1,1 % en 2019. D'autre part, le contrôle inopiné réalisé en 2022 montre une vitesse d'éjection supérieur à 10m/s, aussi le système d'aspiration ne semble pas à remettre en cause. Le pourcentage de diffus étant indépendant de l'efficacité du filtre à abattre la concentration en COV (notamment), l'inspection invite l'exploitant à vérifier si une modification de son installation entre 2019 et 2022 n'est pas à l'origine de cette dérive. De plus, il ne peut qu'être noté que les modifications engagées par l'exploitant sur son système d'aspiration (constat n°1) sont de nature à modifier à la baisse les émissions diffuses. Compte tenu des échanges avec l'exploitant, il est proposé de faire un point de situation en septembre 2025.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 3 : COV Spécifiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/10/2024, article 1	
Thème(s) : Risques chroniques respect de prescription	
Prescription contrôlée : dans un délai de cinq mois à compter de la date de notification du présent arrêté - de respecter l'interdiction d'usage de COV spécifiques (article 2.2.8 de l'arrêté préfectoral n°2082 du 11 septembre 2017 susvisé).	
Constats : Afin de satisfaire aux cahiers des charges de ses clients, l'exploitant est tenu d'utiliser des produits qui ne sont pas compatibles avec certaines des prescriptions de son arrêté préfectoral complémentaire du 11 septembre 2017. Comme indiqué au niveau du constat n°1, le changement de produits est envisageable mais ne peut se faire dans le délai proposé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Aussi, l'inspection propose que l'exploitant réalise une Évaluation des Risques Sanitaires afin de mieux appréhender l'incidence de ce rejet sur le voisinage et notamment la possibilité d'autoriser ces émissions en COV. L'exploitant a validé cette démarche dans son courrier du 18 mars adressé à Madame la Préfète de la Haute-Marne et a confirmé par son mél du 3 avril 2025 avoir pris contact avec différentes sociétés qui ont proposés différents devis détaillés. L'inspection des installation classées propose que cette analyse soit transmise en septembre 2025.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	